

Libre circulation des personnes (LCP)

Ne pas mettre en danger un modèle performant

La Suisse est largement redevable à la libre circulation des personnes du bon fonctionnement de son marché du travail, ainsi que de sa prospérité actuelle. N'hypothéquons pas celle-ci à la légère! **Par Valentin Vogt**

La Suisse est l'un des pays les plus compétitifs au monde. Cela a des effets positifs. Notre produit intérieur brut par habitant est l'un des plus élevés de la planète. Notre taux d'occupation est également l'un des plus hauts. Et nos salaires augmentent. L'an dernier, les salaires réels ont progressé de 1,5 pour cent. Notre prospérité se renforce continuellement. Et ce, malgré une crise économique et financière mondiale.

Un grand besoin de spécialistes

Le succès et la prospérité ne tombent pas du ciel. Notre compétitivité internationale se fonde sur le changement. De place industrielle traditionnelle, la Suisse s'est transformée en une économie de services et un centre de production à fort coefficient technologique. Nos produits, recherchés dans le monde entier, s'appuient sur une recherche et un développement extraordinaires.

Afin de fabriquer des produits si demandés et de réaliser des performances aussi poussées, les entreprises suisses ont besoin de la main-d'œuvre spécialisée européenne. En effet, les entreprises ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins avec la main-d'œuvre spécialisée autochtone. Il n'y a pas assez de spécialistes et ce dans plusieurs branches. La pénurie est surtout frappante dans le domaine des professions MINT, c'est-à-dire pour des travailleurs ayant une base scientifique. En Suisse, il manque 16 000 ingénieurs environ. En tant que représentant d'une entreprise active dans un domaine de haute-technologie, je le constate quotidiennement.

Les perspectives pour l'avenir sont également sombres. Ainsi, l'an dernier, les entreprises de l'industrie MEM n'ont pas trouvé preneur pour 5 pour cent

environ des places d'apprentissage. En tant que président de l'Union patronale suisse, je sais que ce problème concerne également de nombreuses autres branches. Depuis la branche de la restauration et de l'hôtellerie aux prestataires de services, en passant par la chimie et la pharma.

C'est pour cette raison que la LCP revêt une importance cruciale pour les entreprises. Elle garantit que l'économie puisse embaucher en Europe la main-d'œuvre dont elle a besoin. Et ce rapidement et aisément, soit sans charges administratives lourdes. La résiliation de l'accord sur la LCP isolerait la Suisse et entraînerait la disparition des accords bilatéraux. Cela reviendrait à imposer un carcan à l'économie. Cela se traduirait par des coûts élevés et des charges administratives supplémentaires. Cela ressort également des conclusions de l'étude du professeur Georges Sheldon: outre les aspects économiques positifs de la libre circulation des personnes, elle atteste deux choses. Premièrement, l'immigration est de très bonne qualité. Et deuxièmement, cette immigration complète les besoins du marché du travail.

Les résultats de l'étude étaient clairement mes explications. La LCP permet aux entreprises suisses d'embaucher de la main-d'œuvre spécialisée au bénéfice d'une bonne formation. C'est pour cela que l'immigration présente une qualité élevée. Les entreprises peuvent embaucher de la main-d'œuvre spécialisée, une «denrée» de plus en plus rare en Suisse. C'est pour cela que cette immigration complète les besoins du marché du travail. Et qu'elle n'évince pas les travailleurs suisses.

Si on considère les avantages et les inconvénients de la LCP, force est de



Valentin Vogt: «L'initiative contre l'immigration de masse est impraticable».

constater que notre pays en profite – quoi qu'en disent les Cassandre. Premièrement, l'économie a besoin de main-d'œuvre spécialisée provenant des autres pays européens. Deuxièmement, les citoyens de l'UE qui se sont installés en Suisse contribuent à la croissance économique et sensiblement aussi aux recettes fiscales, ce qu'atteste l'étude du professeur Sheldon.

Nous devrions éviter de mettre en jeu à la légère le modèle auquel la Suisse doit son succès. En effet, l'option proposée par l'initiative contre l'immigration de masse n'est pas praticable. Elle alourdirait les charges administratives des entreprises et occasionnerait des coûts élevés pour les administrations publiques. En conséquence, des entreprises aujourd'hui compétitives perdraient des atouts. À la place, le chômage augmenterait tout comme les impôts, ces derniers pour financer une bureaucratie inutile. ■

Valentin Vogt est président de l'Union patronale suisse.